



Déclaration pour le CREA NORMANDIE du 1er février 2022

Et maintenant, où va-t-on ?

Confrontés au mépris et à l'indifférence du ministère et d'un ministre qui ne s'est jamais intéressé à l'EAP et en plus de la crise sanitaire, nous devons gérer des réformes (effectives ou en préparation) et la baisse des moyens. **C'est donc un chaos inédit auquel nous devons faire face aujourd'hui.** Nous ne supportons plus de lire les réponses suivantes aux demandes d'ouverture de formations dans l'EAP :

- Pour le projet d'ouverture d'une filière générale à Sées : *« Le projet est réaliste et l'EPLEFPA dispose des atouts pour recruter une dizaine d'élèves supplémentaires par sa dimension résolument départementale et l'ouverture d'une SSEA hippologie-équitation en terre équine, l'Orne. **Un accord avec le rectorat (parce qu'un bac général) et l'enseignement privé diocésain (parce qu'il y a un lycée privé sur Sées avec un bac général) est indispensable.** ».*
- Sur le projet d'augmenter le nombre de places en bac pro CGEA au LPA du Neubourg : *« Risque avéré d'une concurrence avec le lycée privé de Tourville (CNEAP) situé dans le même département et à 45 km l'un de l'autre. ».*
- Quant à présenter une énième réduction de postes comme un cadeau du MAA : *« La suppression de 16 ETP est un « effort » du ministère qui coïncide avec la progression globale des effectifs de l'enseignement agricole ».*

Le SNETAP-FSU dénonce en conséquence le mépris avec lequel l'EAP continue d'être traité.